



## ÉCONOMIE &amp; ENTREPRISE

# Cloud : visé par une plainte, Microsoft fait des concessions

Brad Smith, le président du géant américain, reconnaît que « certaines des inquiétudes des acteurs européens du cloud sont justifiées »

**N**ous avons reçu le message», a lancé le président de Microsoft, Brad Smith, mercredi 18 mai, à Bruxelles, où l'entreprise américaine est visée par une plainte pour abus de position dominante. « Certaines des inquiétudes des acteurs européens du cloud sont justifiées », a admis le dirigeant. L'entreprise française OVH, auteur de la requête auprès de la Commission européenne, reproche au groupe d'accorder, pour son logiciel de bureautique leader du marché, Office 365, des licences plus chères et plus contraignantes aux hébergeurs qui, comme elle, ne revendent pas les services de cloud de Microsoft.

Microsoft a donc annoncé des concessions. « Nous changeons les termes de nos licences afin que les fournisseurs de cloud européens puissent faire fonctionner nos logiciels sur leurs serveurs à peu près comme nous le faisons nous-mêmes », a déclaré M. Smith, tout en reconnaissant que certains détails seraient à préciser, avec les acteurs de l'écosystème. C'est un « premier pas », a-t-il estimé. Les entreprises de cloud européennes auront aussi désormais accès à « une équipe d'assistance dédiée », a ajouté M. Smith. À terme, ces changements ont pour vocation d'être étendus au monde entier.

**« Ouverts à la discussion »**

« Nous n'avons pas fait assez attention aux plus petits acteurs du secteur, a plaidé le spécialiste des affaires publiques de Microsoft. Un dirigeant m'a dit avoir le sentiment d'être une victime collatérale de notre combat avec Amazon. » Le numéro deux mondial du cloud (20 %) se serait focalisé sur le leader Amazon (33 %) et sur Google, « en hausse » (10 %), pendant que les entreprises européennes, elles, reculaient (de 21 % à 16 % en quatre ans). L'argument rejoint celui des Français OVH ou Whaller. Pour eux, Microsoft utilise la position de force d'Office 365 (Word, Excel, Power Point, Outlook, Teams...) ou Windows pour se renforcer dans l'hébergement et les services « cloud ».

Que pense la société OVH des accommodements ? « Microsoft reconnaît le bien-fondé de notre plainte et nous estimons regrettable qu'il faille aller jusqu'à la mobilisation des autorités pour sécuriser les conditions d'un marché où la concurrence soit à la fois libre et saine, réagit l'entreprise française. Nous attendons, désormais, de voir les conditions d'exercice concrètes de ces résolutions et restons déterminés à défendre un terrain de jeu équitable pour l'écosystème cloud européen. » Destinés à apaiser la Commission





européenne, les compromis ne l'empêcheront pas forcément d'ouvrir une enquête. Une amende en réparation d'infractions passées est possible.

Plus généralement, Brad Smith, vétéran de la bataille juridique entre la firme de Bill Gates et Bruxelles au tournant des années 2000, a assuré que Microsoft, désormais, « soutient la régulation ». A l'époque, la sanction prononcée contre l'entreprise pour avoir favorisé son navigateur Explorer dans Windows avait sonné comme un « arrêt de mort », mais « cela nous a obligés à nous améliorer », a raconté l'ancien avocat. « Il faut savoir faire des compromis » et « reconnaître ses erreurs », a-t-il professé. Non sans critiquer au passage les autres géants du numérique qui eux « continuent de se battre contre les régulations ».

L'opération séduction bruxelloise a toutefois, pour l'heure, certaines limites. Malgré les revendications des petits acteurs du secteur, Microsoft n'a pas annoncé de baisse des *egress fees*, ces frais facturés au client pour transférer ses données vers un autre prestataire. « Nous sommes ouverts à la discussion. Si ces frais ne sont pas réduits à zéro, ils ne doivent en tout cas pas être un obstacle à la concurrence », répond Brad Smith.

Quant aux 100 à 200 000 dollars (190 000 euros) de crédits cloud et logiciels gratuits accordés par les grands groupes aux start-up, le dirigeant de Microsoft « n'a pas connaissance d'un problème de concurrence mais aimerait en savoir plus, si c'est le cas ». Les petites entreprises y voient, elles, une politique déloyale, car trop coûteuse. Microsoft se félicite ainsi d'avoir accordé 500 millions d'euros d'avantages divers aux start-up européennes sur les deux dernières années.

Par ailleurs, le propriétaire de Windows n'a pas non plus évo-

qué de changement concernant son logiciel de visioconférence Teams ou son espace d'hébergement de fichiers pour particuliers OneDrive, qui font aussi l'objet de plaintes à Bruxelles: les éditeurs Slack et Nextcloud accusent Microsoft de les favoriser dans son environnement, en les offrant ou en les imposant par défaut.

Pour convaincre de son soutien continu à l'écosystème européen, Microsoft a également assuré vouloir étendre sa politique de « partenariats » avec certaines entreprises locales. C'est le modèle adopté par Bleu – une société que veulent créer les entreprises françaises Cap Gemini et Orange avec des licences Microsoft – mais aussi par Telefonica en Espagne, SAP et Arvato en Allemagne ou Leonardo en Italie.

#### Nouvel accord de transfert

Toutefois, l'entreprise américaine soutient aussi le projet de nouvel accord de transfert de données entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Or, c'est l'invalidation de son prédécesseur, le Privacy Shield, qui avait justement donné naissance aux partenariats comme Bleu, dont les données sont hébergées par des acteurs européens, réputés non soumis aux lois permettant aux autorités américaines d'y accéder. « Le nouveau projet d'accord ne répondra pas à toutes les inquiétudes formulées en Europe autour de la vie privée, justifie M. Smith. Pour le long terme, l'idéal serait qu'il soit complété par un accord international, comme un traité, qui fixe les règles d'accès aux données par les gouvernements. »

Sans surprise, le dirigeant de Microsoft rejoint les partisans d'un rapprochement renforcé entre les Etats-Unis et l'Europe à la faveur de la guerre en Ukraine. « Le conflit pousse les gens à se dire qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, mais on peut, au

contraire, conclure qu'il nous faut davantage de collaboration pour assurer notre sécurité militaire et économique », dit Brad Smith. Un débat sensible, à Bruxelles comme à Paris. ■

ALEXANDRE PIQUARD

## « Nous n'avons pas fait assez attention aux plus petits acteurs du secteur »

BRAD SMITH  
 président de Microsoft

